

<http://lipietz.net/Courrier-initial-au-Directeur-de-la-SNCF-region-Toulouse>

Procès Georges LIPIETZ contre l'Etat et la SNCF

# Courrier initial au Directeur de la SNCF, région Toulouse

- Vie publique - Articles et débats - Procès Georges LIPIETZ c/ l'Etat et la SNCF : le dossier -



Publication date: samedi 6 octobre 2001

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Monsieur le directeur  
SNCF  
Direction régionale  
9 rue Marengo  
31500 TOULOUSE**

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

Melun, le 6/10/2001

Monsieur le Directeur,

Je suis l'avocat de Monsieur Georges LIPIETZ et de son frère G. S. qui entendent vous demander des dommages et intérêts pour les préjudices causés par votre établissement public, conjointement avec l'Etat français au printemps de l'année 1944. Le détail des faits vous sera exposé ci-dessous.

Ils entendent également demander des dommages et intérêts en vertu de la transmission de l'action patrimoniale consécutive aux mêmes faits et détenue par leurs auteurs et transmise par voie de succession à savoir :

- ▶ Monsieur Georges LIPIETZ a hérité de la moitié de l'action patrimoniale de sa mère Stéphanie OKUN-HOCHSTREIN, épouse du père de Monsieur LIPIETZ Georges, puis du père de Monsieur G. S. .
- ▶ Monsieur G. S. a reçu dans son patrimoine l'action de son père Jacques S. .
- ▶ La demande indemnitaire est de cent mille euros par personne soit compte tenu des successions exposées :
  - \* 150 000 euros pour Monsieur Georges LIPIETZ
  - \* 250 000 euros pour Monsieur G. S.

A défaut d'une réponse positive d'ici deux mois, une action sera introduite devant la juridiction compétente.

Il est précisé que sera aussi demandé la condamnation de l'Etat français.

Il convient maintenant de relater les faits à l'origine de la présente demande.

Monsieur Georges LIPIETZ ainsi qu'une partie de sa famille, Madame Stéphanie S. (sa mère), Monsieur Jacques S. (le second mari de sa mère) et Monsieur G. S. (son demi-frère) ont été arrêtés à leur domicile provisoire, boulevard des Pyrénées, sur dénonciation le 8 mai 1944 au matin par la Gestapo de Pau. Ils ont été transférés au siège de la Gestapo de Pau. L'arrestation était évidemment due à leur origine juive bien que toutes les personnes arrêtées aient disposé de faux certificats (sauf Monsieur GEORGES LIPIETZ, juif non circoncis).

Ils ont été transférés dans l'après-midi par le train régulier Pau-Toulouse en wagon de 3ème classe avec deux soldats (ou SS) allemands. Les billets ont été payés par les SS à la SNCF pour 6 personnes.

C'est alors qu'intervient la première faute des services de l'Etat dans le département de la Haute-Garonne. En effet, la famille a été enfermée du 8 mai 1944 au soir au 10 mai 1944 au matin dans des salles de prison spéciales gardées par des gardiens de prison de l'administration pénale française. Il est à souligner que non seulement l'Etat

français a porté atteinte à leur liberté mais n'a rien fait pour les faire libérer alors que vos services disposaient de moyens pour discuter avec les nazis puisque mes clients avaient des certificats de baptême sauf Monsieur Georges LIPIETZ non circoncis et donc considéré par la législation comme demi-juif non déportable.

Le 10 mai 1944 au matin, ils ont été mis dans un fourgon à bestiaux ayant une petite ouverture protégée par des fils de fer barbelés et sont arrivés à Paris-Austerlitz dans la soirée du 11 mai 1944. Il leur a fallu environ 30 heures pour ce trajet alors que, même à cette époque, le trajet voyageur entre Toulouse et Paris était inférieur. C'est l'Etat nazi qui a payé le trajet à la SNCF.

Les wagons étaient préparés par la SNCF et tractés par la SNCF comme train de marchandise. La SNCF a transformé un wagon à bestiaux en prison roulante de 52 personnes. La chaleur dans le wagon était étouffante et la totalité des personnes s'y trouvant mourrait de soif. La porte n'a été ouverte qu'une seule fois à Limoges où la plus rouge leur a donné à boire.

Le 11 mai 1944, ils ont été transportés de la gare d'Austerlitz à Drancy par des autobus de la RATP actuelle (toujours payés par les SS).

Du 11 mai 1944 au soir au 17 août 1944 au matin, la famille été enfermée dans le camp de Drancy. La Gestapo de Toulouse n'a pas transmis les faux papiers et la préfecture de Haute-Garonne n'a accompli aucune démarche auprès de la Gestapo à cette fin.

Ils ont été classés C 2 par le SS Aloïs BRUNNER (donc en attente) jusqu'au 13 ou 14 août 1944 puis B, donc déportables (mais non déportés). On sait que juste avant la libération du camp, seul un wagon de déportés à été rattaché au train de BRUNNER et des SS en fuite.

Pendant tout le séjour à Drancy, le camp a été gardé depuis des miradors par les gardes mobiles relevant de l'Etat français.

Il est incontestable que les faits commis par votre établissement public, tout comme ceux commis par les fonctionnaires de l'Etat français sont constitutifs de l'infraction de complicité de crime contre l'humanité.

Cette complicité de l'Etat français et de la SNCF est bien établie tant par les travaux d'historiens que par un certain nombre de procès.

Aucune prescription ne peut invoquée. S'agissant de crime contre l'humanité, l'imprescriptibilité concerne non seulement l'action pénale mais aussi les actions civiles en réparation.

Enfin, je serai bref sur le préjudice tellement il est évident. Outre la privation de liberté, les conditions effroyables de transport et de détention, chaque membre de la famille a vécu dans la crainte permanente de la déportation, avec le spectacle des départs en déportation, la vision effroyable des gardes mobiles de l'Etat français pointant leurs mousquetons sur des petits enfants raflés puis déportés le 31 juillet 1944. Toutes les personnes souffrent de troubles psychiques graves et les personnes vivant encore en souffriront jusqu'à leur décès.

S'agissant des preuves, les demandeurs possèdent outre la carte d'interné politique, des copies de documents (dont les originaux se trouvent au centre de documentation juive de Paris : CDJC) notamment la liste des personnes transférées Toulouse à Drancy que la Gestapo avait oublié à la prison de Toulouse, et la liste des personnes arrivées à Drancy.

## **Courrier initial au Directeur de la SNCF, région Toulouse**

---

J'adresse bien évidemment une demande identique à l'Etat (préfecture de Toulouse).

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Pour ACACCIA, R. ROUQUETTE